

*L'impôt—Loi*

moment où l'on tentait de vendre aux contribuables cette salade, le gouvernement modifiait la structure fiscale de façon à réduire de 67 à 60 p. 100 le pourcentage d'imposition dans les tranches supérieures. L'une de ces initiatives miracles qui devait frapper les riches frappera durement les contribuables à faibles et moyens revenus.

J'aborde maintenant la question de la suppression des déductions d'impôt sur l'intérêt des emprunts contractés pour l'achat d'un REER ou d'autres régimes d'épargne de capitaux. Cette mesure a eu pour effet de faire renoncer de nombreux Canadiens à économiser en vue de leur retraite. De nombreuses personnes devront donc compter uniquement sur les régimes de pension auxquels ils ont souscrit auprès de leur employeur. Cela accroîtra encore davantage le fardeau des travailleurs indépendants.

● (1600)

Il y a ensuite le problème des mesures fiscales relatives aux polices d'assurance. J'espère que le ministre des Finances est disposé maintenant à revenir sur la décision qu'il avait prise au sujet du nouveau règlement imposant la valeur de rachat et le produit des polices d'assurance. Je sais qu'il a fait une déclaration au sujet de l'exemption des polices d'assurance-vie entière, mais il existe d'autres polices; et en comparaison de ce qu'on pourrait percevoir ailleurs, le montant qu'on va se procurer par cet impôt absolument injuste et idiot sera dérisoire.

Je pense qu'il y a huit ou neuf millions d'assurés au Canada, et la plupart ne sont pas riches. Ils appartiennent aux catégories moyennes, ou aux catégories les moins rémunérées. Ils cherchent à protéger leur famille, et comme ils ont eu la chance de vivre longtemps, la valeur de rachat de leur police augmente d'année en année. La plupart ne réalisent pas le montant de leur police; ils la laissent de manière à augmenter l'indemnité, ou encore ils laissent les dividendes s'accumuler de façon à avoir plus d'argent pour leur retraite ou pour leurs héritiers.

Le ministre devrait faire un effort, laisser tomber cet impôt inique. A contre-cœur, son prédécesseur, l'actuel ministre de la Justice (M. Chrétien), avait écouté son brain-trust quand il était ministre des Finances. Et quand le tollé s'est élevé d'un bout à l'autre du pays, le ministre a retiré cela; il faut lui reconnaître ce mérite. Dommage que l'actuel ministre des Finances n'ait pas voulu suivre le même conseil.

Il y a une autre mesure fiscale qui est calculée pour faire de nous un pays de pauvres universels. Je veux parler de la disposition qui va imposer les avantages accordés au personnel comme s'ils faisaient partie de leur revenu. Avec la hausse de l'indice des prix à la consommation, et le prix record des aliments, du logement et des combustibles, beaucoup de Canadiens ont obtenu des avantages au lieu d'augmentations salariales, pour pouvoir tenir le coup. L'imposition de ces avantages, jusque-là exempts, va certainement augmenter considérablement le nombre des travailleurs pauvres et faire naître une vague de revendications lors des négociations salariales futures. Le gouvernement invoque l'équité. Monsieur l'Orateur, je répète que c'est de la stupidité. Je vois le ministre d'État (Finances) (M. Bussières) qui regarde de mon côté. Je me demande si vraiment le ministre n'a pas eu le budget en main pour la première fois à 7 heures à peu près le soir du 13 novembre, s'il n'a pas attendu 8 heures ce soir-là pour prendre

connaissance du détail de sa teneur. Il a dû se trouver mal comme un grand nombre de ministériels et de députés de l'arrière-ban quand il a commencé à vanter les nombreuses dispositions de ce budget que tout le monde considère sans doute comme le pire de toute notre histoire. Nous en avons la preuve, car un grand nombre de ministériels ont eu le courage d'en parler. Ils n'ont pas voté contre pour l'excellente raison qu'ils se seraient retrouvés au chômage. Néanmoins, certains d'entre eux ont fait connaître leur opinion dans une lettre au premier ministre (M. Trudeau); certains ont violemment attaqué le budget dans leurs circonscriptions. D'accord, tout le monde, y compris les députés, peut faire entendre deux sons de cloche à deux endroits différents.

Dans les circonstances, et compte tenu des mesures budgétaires concernant l'assurance dentaire et l'hospitalisation, faut-il s'étonner si les gens sont terriblement inquiets? Ce budget signifie simplement qu'en augmentant les impôts, le gouvernement va récolter encore plus d'argent afin d'en dépenser davantage. C'est sans doute la règle du jeu. Mais ce ne sont pas les Canadiens qui en profiteront. Non, nous devons en principe nous serrer la ceinture. Notre argent sera consacré à des études, des examens, des évaluations et des consultations qui permettront d'établir comment dépenser le reste, à l'avenir. «A l'avenir», voilà les mots clés. Comme en témoigne le budget, le gouvernement n'a pas compris qu'à moins d'intervenir immédiatement pour aider les Canadiens à régler leurs problèmes actuels, ils ne pourront plus s'en sortir même avec tout l'argent du monde.

La petite entreprise est à bien des égards l'épine dorsale du pays et, pourtant, le budget ne tient aucun compte de ses besoins véritables. Un nombre incroyable de petites entreprises ont fait faillite ou sont au bord de l'abîme; ce sont les taux d'intérêt élevés favorisés par le gouvernement qui les ont amenées là. Les obligations pour l'expansion de la petite entreprise étaient extrêmement utiles pour les petites compagnies et les agriculteurs constitués en société qui voulaient prendre de l'expansion, et on a maintenant élargi ce programme pour y inclure ceux qui ne sont pas constitués en société. Néanmoins, et voilà le hic, c'est réservé à ceux qui ont de gros ennuis financiers, qui sont à deux doigts de la faillite ou aux prises avec des difficultés insurmontables.

Cette décision pose toutefois un problème: quand l'entrepreneur se trouve dans de sérieuses difficultés, on pourrait fort bien refuser de l'aider, car il aurait du mal à établir sa solvabilité. On risque donc qu'un plus grand nombre d'entreprises ferment leurs portes et que bien plus de gens se retrouvent sans travail. Ce n'est certainement pas de cette façon qu'on favorisera la relance économique.

Le ministre des Finances a déclaré qu'en s'inspirant du budget, le gouvernement mettrait de l'ordre dans sa maison. Eh bien, des milliers de Canadiens craignent justement de perdre leur maison qu'ils voudraient bien garder. Le ministre et d'autres députés ne semblent pas se rendre compte que les Canadiens qui perdent leur maison, leur exploitation agricole et leur emploi commencent aussi à perdre patience. L'indifférence du gouvernement devant la situation précaire des propriétaires de maison est clairement ressortie l'année dernière quand une foule de Canadiens en colère sont allés crier leur déception sur la colline parlementaire. Le cabinet était en réunion ce jour-là, mais le seul représentant du gouvernement